



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

territoires ruraux

Question au Gouvernement n° 3011

Texte de la question

TERRITOIRES RURAUX

M. le président. La parole est à M. Philippe Folliot, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Folliot. Madame la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité, de plus en plus de nos concitoyens s'inquiètent de leur avenir et de celui du territoire où ils vivent. Une sourde colère monte dans nos villes moyennes, dans le monde rural en général et dans les zones de piémont et de montagne en particulier. Élu d'Albi, de Castres, mais aussi de l'est du département, de ces monts de Lacaune qui comptent moins de vingt habitants au kilomètre carré, je comprends et partage ces inquiétudes.

La fuite des services publics, c'est pour nous. La fermeture des écoles, c'est pour nous. Le bas débit quasi généralisé, c'est pour nous. La mauvaise couverture en téléphonie mobile, c'est pour nous. Les contraintes des zones vulnérables, c'est pour nous. La démographie médicale en berne, c'est pour nous. La baisse drastique des crédits des lignes aériennes d'aménagement du territoire, c'est pour nous. La fermeture de l'usine Weir Minerals sans aides et sans soutien de l'État, en silence, c'est aussi pour nous. Je ne reviendrai pas sur l'autoroute Castres-Toulouse, en attente depuis des décennies, mais l'enclavement routier, c'est aussi pour nous.

Certes, il y a de belles réussites et un certain art de vivre au cœur de notre ruralité, mais le sentiment d'abandon, d'iniquité et d'injustice prédomine chez nombre d'entre nous.

Dans nos territoires, les élus ont le moral au plus bas : baisse des dotations, regroupements forcés d'intercommunalités avec ce seuil fatidique et inadapté de 20 000 habitants, éloignement d'administrations tatillonnes. Ils n'en peuvent plus ! Nous avons désormais le sentiment que Paris ne nous entend plus. Pire, dans certains salons ministériels où siègent de grands groupes, on ne nous comprend plus. Vivre et travailler dignement au pays, c'est tout ce qu'on demande. Il n'y a rien de plus terrible que deux mondes qui se côtoient sans se parler, sans se comprendre. Madame la ministre, l'État a, historiquement, un rôle de régulateur, de correcteur, d'aménageur, en fait. Or, voilà belle lurette qu'il ne le joue plus, ou si mal. Concrètement, au-delà des mots et des intentions, que comptez-vous faire ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. Jean Lassalle. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.

Mme Sylvia Pinel, *ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité.* Monsieur le député, vous avez évoqué les inquiétudes des territoires ruraux que nous connaissons bien et qui ont eu l'occasion d'en faire

part au Gouvernement lors des Assises des ruralités que nous avons organisées. À l'issue de celles-ci, nous avons présenté, lors du comité interministériel, une cinquantaine de mesures qui reprennent les sujets que vous avez mentionnés. Elles permettront de renforcer l'attractivité et le dynamisme des territoires ruraux, tout en tenant compte de leurs spécificités et de leurs différences, car ils ne relèvent pas tous des mêmes problématiques.

Concernant l'accès aux services publics et la question de la santé, nous déployons avec Marisol Touraine des maisons pluridisciplinaires de santé et favorisons l'installation des jeunes médecins dans les territoires ruraux. Avec La Poste, nous allons déployer, d'ici à 2016, 1 000 maisons de services publics, en partenariat avec différents opérateurs.

M. François Sauvadet. Ce n'est pas à la hauteur des enjeux !

Mme Sylvia Pinel, ministre. Nous accompagnons également les collectivités territoriales dans leurs projets structurants. Je pense notamment au très haut débit et à la téléphonie mobile, qui font l'objet d'obligations dans la loi croissance et activité. Enfin, nous sortons de l'opposition stérile entre urbains et ruraux, en développant des complémentarités. Dans le contrat de plan État-région, il y a aussi des leviers importants...

M. François Sauvadet. Ce n'est pas vrai !

Mme Sylvia Pinel, ministre. ...pour favoriser l'investissement, la croissance et l'emploi dans tous les territoires.

Notre préoccupation, vous le voyez, est de donner à chaque territoire des chances pour soutenir son développement et son attractivité, parce qu'ils font tous partie de la République. *(Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Folliot](#)

Circonscription : Tarn (1^{re} circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3011

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Logement, égalité des territoires et ruralité

Ministère attributaire : Logement, égalité des territoires et ruralité

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 juin 2015](#)